

Madrid à tout perdu

Le référendum catalan s'est déroulé dans la violence : plusieurs centaines de personnes ont été blessées lors de heurts avec la police.

Ce sont des images désastreuses. Dimanche, alors que la Catalogne voulait se rendre aux urnes pour un référendum (contesté) sur l'indépendance de la région, les autorités espagnoles ont réagi d'une main de fer. Les policiers ont, dès l'aube, saisi dès que possible du matériel de vote.

Dans la journée, la confrontation entre indépendantistes et forces de police a dérapé. Les heurts ont fait des centaines de blessés, selon les autorités catalanes. Des personnes âgées, placées en première ligne dans les files de votants (pour leur permettre de voter rapidement et ménager leur grand âge, arguaient les organisateurs), ont souffert de la violence.

Le chef du gouvernement central, Mariano Rajoy, s'est défendu dimanche soir, remerciant une police qui « *n'a fait que son devoir* » et soulignant au passage qu'il « *n'y a pas eu de référendum d'autodétermination en Catalogne. L'Etat de droit reste en vigueur avec toute sa force* ». A Madrid, les Espagnols se sont rassemblés en masse pour une manifestation contre les violences policières.

Pas moins de 300 bureaux de vote qui devaient servir au référendum d'autodétermination ont été fermés par les forces de l'ordre, selon le gouvernement régional, mais de nombreux Catalans ont malgré tout pu voter.

L'Espagne, elle, s'enfonce dans la crise. ■

Après le référendum, la défaite est totale

- ▶ Malgré sa suspension par la justice espagnole, des centaines de milliers de personnes ont participé hier au référendum d'autodétermination en Catalogne.
- ▶ Le oui à l'indépendance devait largement s'imposer à l'issue d'une journée marquée par des interventions violentes des forces de l'ordre qui ont fait des centaines de blessés.
- ▶ Le gouvernement central devra sortir de la crise suscitée par les images de violence policière.

BARCELONE

DE NOTRE CORRESPONDANT

Dans le bras de fer auquel se livrent depuis plusieurs mois les autorités de Madrid et Barcelone, il n'y a pas eu de vainqueur hier. Que des perdants. Carles Puigdemont, le leader indépendantiste de la Generalitat, le gouvernement catalan, n'a pas réussi à réaliser un référendum d'autodétermination qui respecte les garanties minimales d'un tel exercice. Suspendu par la justice espagnole, il s'est déroulé sans commission électorale indépendante, sans contrôle des listes électorales, sans campagne électorale digne de ce nom, avec des bureaux de vote fermés, des urnes avec des bulletins à l'intérieur confisqués... et avec les incertitudes qui entouraient encore, hier soir, le dépouillement des votes.

Pour Mariano Rajoy, la défaite est double. L'offensive judiciaire et policière de ces dernières semaines menée au nom de la défense de la légalité et de droit a certes permis au gouvernement de Madrid de démonter la logistique du référendum, mais le premier ministre conservateur n'a pas pu empêcher que des centaines de milliers de citoyens catalans puissent voter hier. Surtout, les violences policières qui ont émaillé la journée électorale ont soulevé l'indignation en Espagne et dans le reste du monde. Les images ont choqué, et les chiffres parlent d'eux-mêmes : plusieurs centaines de blessés, selon le gouvernement régional catalan.

A l'issue d'un discours d'une grande fermeté, le Premier ministre a laissé une petite place pour un futur dialogue

Hier, le fossé s'est encore agrandi entre Barcelone et Madrid. Dans la capitale catalane, Carles Puigdemont devra maintenant gérer le résultat bancal de la consultation d'hier. Va-t-il le soumettre au parlement régional comme le prévoit la loi sur le référendum votée par l'hémicycle début septembre et suspendue par la justice espagnole ? Les députés indépendantistes devraient alors se prononcer sur une déclaration unilatérale d'indépendance dans les 48 heures. C'est ce que lui demandent certains de ses partenaires politiques mais hier soir, à l'heure de la fermeture de cette édition, le président de la Generalitat n'avait pas encore dé-

voilé ses plans.

Rajoy, critiqué pour son immobilisme dans la crise en Catalogne, doit lui assumer sa réponse au référendum. Hier soir, dans une déclaration institutionnelle, il a justifié toutes les actions que son gouvernement a menées : « *Nous avons fait ce que nous devons faire* » a affirmé Rajoy : « *Il n'y a pas eu de référendum d'autodétermination en Catalogne et l'état de droit a été respecté.* » Pour le chef de l'exécutif conservateur, « *les seuls responsables et coupables de ce qui a lieu [hier] en Catalogne sont ceux qui ont défendu la rupture de la légalité et du vivre ensemble.* » A l'issue d'un discours d'une grande fermeté, le premier ministre a laissé une petite place pour un futur dialogue, en convoquant toutes les forces parlementaires pour débattre de la situation en Catalogne.

Le Parti Populaire avait compté jusqu'à présent sur le soutien des centristes libéraux de Ciudadanos et du Parti Socialiste (PSOE) dans sa bataille judiciaire contre les indépendantistes. Hier, les premiers ont réitéré leur soutien, les seconds ont pris leurs distances. « *C'est un jour triste pour la démocratie* » a déclaré le secrétaire général du PSOE Pedro Sanchez, qui a accusé Rajoy et Puigdemont d'être les « *seuls responsables* » de ce qui s'est passé en Catalogne. « *Ils n'ont pas été à la hauteur* » a également dénoncé le leader des socialistes en Catalogne, Miquel Iceta, qui a demandé l'organisation d'élections en Espagne et en Catalogne.

Le leader du parti antilibéral Podemos, troisième force au parlement de Madrid, a lui réclamé la démission de Rajoy et de son gouvernement. « *Aucun argument ne justifie de tels agissements contre des civils* » a critiqué Iglesias, qui a appelé – tout comme le socialiste Sanchez – au dialogue « *pour trouver une issue à la crise.* » Ce n'est pas la première fois – ni la dernière ? – que les antilibéraux et les socialistes réclament cet échange pour sortir de l'impasse. Avec eux, les conservateurs de Rajoy et les indépendantistes de Puigdemont aussi se sont dits et se disent ouverts à la discussion, au débat, à l'échange... Jusqu'à présent, il a surtout été question... de dialogue de sourds. Avec les résultats observés hier : une fracture toujours plus profonde entre l'Espagne et la Catalogne. ■

GUILLAUME BONTOUX

à Barcelone Une journée qui laissera des traces

REPORTAGE

BARCELONE

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

Les indépendantistes catalans avaient fait de ce dimanche 1^{er} octobre un rendez-vous « historique. » Ce fut surtout une journée électorale atypique et inquiétante, dans une certaine mesure, pour la Catalogne et l'Espagne. Dans une ambiance pesante, tendue, des centaines de milliers de personnes – « plus de trois millions » selon Jordi Turull, le porte-parole de la Generalitat, le gouvernement régional – ont participé hier au référendum d'autodétermination, suspendu depuis de longues semaines par la justice espagnole. A la fermeture de cette édition, le dépouillement ne permettait pas d'avancer un premier résultat, même si la victoire du Oui à la question posée « *Voulez-vous que la Catalogne soit un Etat indépendant sous forme de république ?* » ne faisait guère de doute.

« *Il faudra des heures pour connaître les résultats définitifs* » reconnaissait en début de soirée Jordi Turull. La faute à une journée faite d'incertitudes et de rebondissements : plus de 300 bureaux de vote fermés ou mis sous scellé par les forces de l'ordre, des urnes confisquées, des modalités de vote qui changent quelques minutes avant l'ouverture des bureaux... et de la violence. Beaucoup de violence : selon les chiffres du département de Santé de la Generalitat, près de 800 personnes ont été blessées au cours d'opérations des forces de l'ordre qui cherchaient à empêcher que le référendum ait lieu.

Tout a pourtant commencé dans le calme. Et très tôt pour les partisans du référendum. Dès

5h30, ils sont des dizaines à s'être réunis devant l'école primaire de Collaso i Gil, située dans le centre de Barcelone, pour éviter la fermeture du centre scolaire, un des 2.300 bureaux de vote habilités par la Generalitat pour la journée électorale. « *Votarem ! Votarem !* » (nous voterons, en catalan) scandent de temps à autre les assistants, qui ont envahi la rue devant le centre éducatif. La pluie qui commence à

tomber, d'abord fine puis drue, ne freine pas leur enthousiasme. Dans la cour de l'école, des dizaines de volontaires qui ont passé eux la nuit dans les locaux, entonnent L'Estaca, hymne antifranquiste de Lluís Llach, que les indépendantistes se sont appropriés.

Ils pénètrent dans la cour de l'école au pas de charge

Peu après 7 heures, la tension monte. Un véhicule des Mossos d'Esquadra, la police régionale qui a l'ordre de fermer et d'évacuer les bureaux de vote, vient d'arriver. Quatre agents en sortent, mais ils ne s'approchent même pas de la grille d'entrée. Celle-ci s'ouvre en grand à 8 heures pour laisser passer un homme et une femme. Équipés de chariots de course, ils pénètrent dans la cour de l'école au pas de charge. Les urnes et les bulletins viennent de sortir de la clandestinité, sous les vivats de la foule.

Peu après 9 heures, la journée électorale commence vraiment, et dans la cour de l'école Collaso i Gil, la file d'attente, parsemée de parapluies, est déjà longue... Elle l'est aussi devant l'Institut Miquel Tarredell, un lycée du quartier du Raval qui fait également office de bureaux de vote. Il est 11h passé, et Raimon, 57 ans, attend son tour, à quelques mètres de la porte d'entrée : « *Je suis là depuis 5 heures du matin et ça n'avance pas trop* » explique-t-il. Dans la foule agglutinée aux alentours de l'établissement, ce n'est pas le temps d'attente qui choque les électeurs mais les photos et

les films qui commencent à circuler sur les réseaux sociaux. « *Regardez, c'est à Mataró [une ville au nord de Barcelone, NDLR.]* » Sur l'écran, on voit des policiers nationaux évacuant à coups de matraque un bureau de vote.

Sabadell, Gérone, Tarragone... Les images de violence et d'affrontements se multiplient. La capitale catalane n'est pas épargnée, avec l'évacuation musclée du bureau de vote installé dans le centre éducatif Escola Pia, dans le quartier de Sant Antoni. « *Les policiers sont arrivés et ont commencé à frapper les gens qui étaient à l'extérieur* » raconte les larmes aux yeux Jon, un des volontaires présents lors de l'intervention « *Ils ont détruit la porte et ils ont tout pris : les urnes et les bulletins.* » « *C'est une honte, c'est*

lamentable » s'indigne José Maria, un retraité qui reste devant la porte de l'école pour orienter ceux qui souhaitent voter vers d'autres bureaux de vote.

Pour contourner la probable fermeture de certains bureaux de vote par les forces de l'ordre, l'exécutif régional avait annoncé une heure avant le début de la journée électorale, un système de « recensement universel », permettant aux 5,3 millions d'électeurs convoqués de voter dans n'importe quel bureau. « *Les responsables des bureaux téléchargent un programme sur leur téléphone qui leur donne accès aux listes électorales* » explique Marina, une responsable administrative de la Generalitat qui supervise la journée électorale dans le CCCB, le centre de culture contemporaine de Barcelone, un autre lieu de vote : « *C'est le seul moyen que nous avons de vérifier qu'une personne ne vote pas deux fois.* » Seul bémol : « *Nous ne pouvons pas voter car, en ce moment, l'application ne fonctionne pas.* » Ce système est-il fiable ? « *On fait avec les moyens du bord* » marmonne Marina.

Ces difficultés, qui s'ajoutent à l'absence de bulletins et d'enveloppes et l'ouverture tardive de certains bureaux, se sont répétées tout au long de la journée. Elles expliquent en partie les immenses files d'attente devant les bureaux de vote. À l'intérieur du CCCB, dans une grande salle aux murs blancs qui abrite habituellement des conférences, cinq urnes ont été installées. Sur une grande table, des bulletins de vote et des enveloppes. Il

Des partisans de l'indépendance sont brutalement expulsés du bureau de vote qu'ils tentaient de protéger de la police nationale.

© BELGAIMAGE

n'y a pas d'isoloir. « *Ce n'est pas grave, personne n'a besoin de se cacher* » assure Ana Maria, 53 ans. Cette Barcelonaise d'origine est venue « *voter Oui, pour un meilleur futur pour nos enfants.* » Elle attend son tour, avec sa carte d'identité espagnole en main, depuis plus de 7 heures. « *Et j'attendrai encore s'il le faut* » sourit-elle. « *Je voterai, même si cela fait de moi une délinquante. De toute façon, vous voyez bien, la police nous traite déjà comme des délinquants.* » ■

GUILLAUME BONTOUX

LES OBSERVATEURS CHOQUÉS

Une plainte déposée

Invités par les autorités catalanes à observer le déroulement du scrutin, un panel de 33 femmes et hommes issus de 17 pays étaient en Catalogne ce dimanche. Si la légitimité de ces observateurs interroge - souvent indépendantistes ou nationalistes, ils n'ont pas été mandatés par l'OSCE ni par le Conseil de l'Europe -, cela ne les a pas empêchés de s'exprimer librement tout au long du référendum, notamment au sujet des violences policières. La délégation d'observateurs britanniques s'est dite « en état de choc ». Selon le quotidien catalan

La Vanguardia, la délégation a décidé de valider le scrutin et a déclaré qu'elle portera plainte contre l'Etat espagnol au tribunal pénal international de La Haye. Parmi les observateurs choisis, le politologue de la KUL, Bart Maddens, a officié en tant qu'expert du monitoring électoral. Ce proche du mouvement flamand, qui n'a jamais caché qu'il considérait ce référendum - jugé illégal par Madrid - comme « parfaitement légitime », a confié au *Soir* avoir été le témoin d'une « guerre digitale » entre Madrid et Barcelone. « Ce dimanche matin, dans un bureau de vote en périphérie de Barcelone, le système a été piraté par des hackers du gouvernement espa-

gnol. Les forces de l'ordre sont arrivées, les votants ont formé un cordon humain pour protéger les urnes mais les policiers ont forcé le passage, malmené les votants, et ont réussi à saisir les urnes. Ils étaient plus forts et plus nombreux, c'était très impressionnant et effrayant. » Pour l'observateur, l'usage de la force n'était pas nécessaire : « Ils ont réussi à hacker l'application, le sabotage a bien fonctionné. On assiste à une véritable première guerre digitale dans les bureaux de vote, pour reprendre l'expression de Julian Assange. Pourquoi employer la violence après ça ? Ce n'est vraiment pas une réponse intelligente de la part du gouvernement espagnol. »

M.BN

Europe Le mutisme brisé par Charles Michel

Douze mille retweets et onze mille « like » en cinq heures, contre 15 à 50 d'habitude. Et pour cause. Le message du Premier ministre belge qui indiquait en anglais : « *La violence ne peut jamais être la réponse ! Nous condamnons toutes les formes de violence et réaffirmons notre appel au dialogue politique* », a constitué la première condamnation dimanche par un dirigeant européen de la gestion espagnole de la journée du référendum catalan. Tôt le matin et donc avant les premières actions brutales de la police nationale espagnole, Charles Michel avait déjà évoqué en marge d'un déplacement sur le terrain en Flandre, la nécessité d'un dialogue politique entre Madrid et les autorités catalanes. Jeudi dernier, en marge d'un sommet européen à Tallinn, le Premier ministre avait déjà été le premier dirigeant européen à fendiller l'omerta européenne sur la crise catalane, en lâchant que celle-ci restait « pour l'instant » une affaire interne espagnole. Peu après le tweet michelien, le président du gouvernement catalan Carles Puigdemont le remerciait chaleureusement par le même canal...

Qu'est-ce qui a poussé le chef du gouvernement belge à rompre avec l'usage élémentaire consistant à ne pas juger publiquement l'action interne d'un autre gouvernement de l'UE ? Selon une source connaissant la réflexion de Charles Michel, celui-ci aurait réagi à l'instinct, choqué par « *l'image d'un policier en Robocop violentant une vieille dame* ». L'instinct, peut-être, mais revenant de Tallinn où il a rencontré ses 27 homologues européens, le Premier belge savait parfaitement qu'il exprimait tout haut ce que

nombre de ceux-ci pensaient tout bas déjà avant les violences de dimanche : à savoir que le Premier ministre espagnol a été trop dur dans sa gestion de la crise catalane, trop dans la posture confrontationnelle qui est le propre du système politique espagnol, jetant ainsi de l'huile sur le feu catalan plutôt que de le contenir par une approche plus subtile. Dimanche après-midi, toujours selon cette source proche, Charles Michel jugeait désastreuses ces images de violence « *à un moment où l'on tente de réanimer le rêve européen. Tout le monde espérait passer au-dessous du radar si les choses se passaient sans heurts dimanche. Mais là, il devient difficile de garder le silence* ».

Contactés par *Le Soir* dimanche en fin de journée, aucun porte-parole des institutions de l'UE n'a souhaité parler. Selon une source, la Commission européenne devrait s'exprimer ce lundi : « *Il y a eu les images, mais pour la Commission il est important d'avoir une vue complète de la situation politique* ». Côté États membres, un diplomate en fonction à une place centrale du dispositif européen indiquait que la ligne officielle reste celle de la non-ingérence dans les affaires espagnoles, tout en reconnaissant que la situation est « *inquiétante, très inquiétante* ».

En fin de journée, deux politiciens UE de premier plan ont fini par réagir à leur tour. Par un bref communiqué, Guy Verhofstadt, patron des libéraux au Parlement européen, a appelé à la « *désescalade* ». « *Sans vouloir interférer dans les affaires domestiques espagnoles, je condamne ce qui s'est passé aujourd'hui en Catalogne* », a commu-

niqué l'ex-Premier ministre belge. Guy Verhofstadt renvoie dos à dos les « *séparatistes* » organisateurs d'un « *soi-disant référendum interdit par la Cour constitutionnelle* » et « *l'usage disproportionné de la violence* », sans toutefois citer leurs responsables politiques. Quelques instants plus tard, le chef du groupe social-démocrate Gianni Pittell diffusait également sa réaction sur « *le référendum illégal et invalide, mais une triste journée pour l'Espagne et l'Europe* » : « *Les horribles images de violence (...) n'auraient jamais dû arriver. C'est une honte que le gouvernement conservateur espagnol n'a pas ouvert un dialogue et négligé la voix de tant de citoyens de Catalogne* ». Contacté par *Le Soir*, le groupe PPE (Parti populaire européen, auquel est affilié le Partido popular du Premier ministre Rajoy) a répondu qu'il évaluerait la situation ce lundi. Le Parlement européen se réunit à partir de lundi soir en session plénière, où est attendu comme chaque mois le président de la Commission Jean-Claude Juncker.

« Les horribles images de violence n'auraient jamais dû arriver » GIANNI PITTELL

Ces quinze derniers jours, les gouvernements de l'UE avaient fait l'objet d'une intense pression diplomatique espagnole en faveur de condamnations nettes de la consultation populaire catalane. Tous s'en sont tenus, ce qui était déjà une victoire appréciable pour Madrid, à un mutisme embarrassé. Tous ? Non. Un seul a spectaculairement rompu le rang : Emmanuel Macron. Interrogé vendredi dernier à

l'issue du sommet de Tallinn, le président français a exprimé son soutien total au chef du gouvernement espagnol : « *Je sais qu'il gère le mieux possible les affaires domestiques espagnoles (...). Il faut toujours du dialogue et de la sérénité dans la vie politique de nos pays mais j'ai confiance dans la détermination de Mariano Ra-*

joy pour défendre les intérêts de toute l'Espagne. » C'est peu dire que le dialogue et la sérénité n'ont pas été de mise dimanche. Et le jeune président français doit sans doute se demander si son intervention a été la plus judicieuse. Mais, confronté à la grogne intérieure face à ses réformes, président d'un pays qui connaît ses propres aspi-

ration centrifuges, et par ailleurs soucieux de la voix espagnole au Conseil de l'UE, indispensable pour faire adopter le durcissement qu'il souhaite à la directive européenne sur le détachement des travailleurs, le président français avait plusieurs raisons de complaire à son collègue espagnol. ■

JUREK KUCZKIEWICZ

« Les indépendantistes sont parvenus à discréditer la droite espagnole »

Le Barca zaxne 3

ENTRETIEN

Une violence injustifiée. » Pour le président indépendantiste de l'exécutif catalan Carles Puigdemont, la police nationale est seule responsable des événements violents en marge du référendum d'autodétermination interdit par l'Etat. Une centaine de personnes, dont une dizaine de policiers, ont été blessées dans la province. Les policiers anti-émeutes ont également, selon des témoins, utilisé des balles en caoutchouc à Barcelone où des milliers de personnes étaient descendues dans la rue tôt le matin pour prendre part au scrutin. Des images qui ont secoué les Espagnols et renvoyé au traumatisme de la guerre civile espagnole, estime Carole Viñals, maîtresse de conférences à l'Université Lille 3 et spécialiste de l'Espagne post-franquiste.

Comment de telles scènes peuvent-elles se passer en 2017 dans un pays de l'UE ?

La réponse du gouvernement a été sidérante. Les Espagnols ont l'habitude de manifester pacifiquement, ils sont encadrés par la police madrilène, il n'y a jamais de débordement. Ce sont des gens ayant connu une dictature, qui ont su résister à la crise, créer des mouvements citoyens. L'Espagne est un pays très démocratique, très européen, la réponse du gouvernement a provoqué énormément d'incompréhension. Les gens qui étaient à Barcelone ce dimanche, qui ont été repoussés, malmenés par la police anti-émeute en sont venus à la conclusion que le Parti populaire (Partido Popular)

glissait doucement vers le fascisme. C'est une réaction à chaud, mais ils ont réalisé que la droite espagnole était bien plus violente que ce qu'ils pensaient.

Ici, l'Etat a envoyé directement la police anti-émeute, leur équipement est quasi militaire. La consigne des indépendantistes à Barcelone et Gérone était claire : il fallait mettre en première ligne les personnes âgées pour deux raisons : éviter justement que la police anti-émeute ne malmène les manifestants mais aussi, et ça a été malheureusement le cas, que les images soient fortes si jamais la répression se faisait sanglante. On peut dire que les catalanistes ont bien géré leur communication, dans un sens. L'image qu'a renvoyée le gouvernement est désastreuse. Les blessures de la guerre civile espagnole sont toujours extrêmement prégnantes dans les esprits. Et les photos des manifestants en sang qui ont circulé ont clairement rouvert des plaies.

Certains observateurs ont en effet tiré un parallèle avec les images de la guerre civile.

La symbolique de la guerre civile espagnole est là. Dans l'imaginaire collectif, c'est une armée contre un peuple, et ces images de policiers anti-émeutes frappant une foule désarmée, des personnes âgées sans défense, ça renvoie à ce conflit. Ce qui ressort des témoignages de personnes sur place, c'est d'abord un chagrin vraiment terrible, un rappel à des événements extrêmement traumatiques. D'autres sont plongés dans une rage monstre et pourtant, tous ne sont pas indépendantistes, loin de là.

La plupart des gens qui ont essayé de voter ce dimanche votaient contre l'indépendance ! Aujourd'hui, ils s'interrogent : je suis contre l'indépendance, est-ce que je vais quand même me faire taper dessus ?

L'image du gouvernement de Madrid semble assez écornée, et pas seulement du point de vue des indépendantistes.

Je ne sais pas si c'est le fruit d'une grande maladie, mais je suis sidérée. Le Parti

populaire a donné l'image d'une Espagne dure, intolérante. Pourtant, le gouvernement de Rajoy avait globalement réussi à maintenir une bonne image, surtout économiquement : après

la crise, ils ont essayé de remplir le cahier des charges, qui a fait de l'Espagne un pays solvable. Aujourd'hui, d'un point de vue purement démocratique, ils ne peuvent plus trop se défendre. Les catalanistes ont réussi le coup du siècle pour discréditer la droite espagnole. Ils ont réussi à prouver qu'il y a un problème avec la droite.

La droite espagnole n'a jamais été encline à la négociation (déjà avec l'ETA, la porte des négociations avait été fermée). Avec ce référendum, les indépendantistes ont voulu faire un coup médiatique. Le procédé est illégal, le gouvernement aurait parfaitement pu les ignorer, le non avait de grandes chances de l'emporter. Mais le Parti populaire a décidé de répondre par la violence et a montré un visage particulièrement effrayant. Ce qui est certain, c'est qu'un tournant a été opéré au Parti populaire avec ce référendum. La droite se droitise de manière assez brutale. Lors de la dernière manifestation contre l'indépendance à Madrid, on a vu, au milieu des drapeaux espagnols classiques avec la couronne, d'autres drapeaux portant le joug et les fleches, symboles du régime franquiste. On ne peut plus nier qu'une frange fasciste s'est manifestée. Le Parti populaire doit rapidement se remettre en question. ■

Propos recueillis par
MARINE BUISSON

l'expert « La langue, un outil de pouvoir »

Si l'évocation des années noires du franquisme ressurgit aujourd'hui, c'est aussi par écho à la politique linguistique que sous-tend un refus d'un référendum d'autodétermination. Car la langue est souvent la « limite » évoquée comme étant un argument de poids en faveur d'une autodétermination d'un peuple, une sorte de « frontière naturelle ». Le général Franco s'en était bien rendu compte qui, en 1938, abrogea l'autonomie catalane et imposa notamment que « tous les fonctionnaires qui s'exprimeront à l'intérieur comme à l'extérieur des bâtiments officiels dans une autre langue que celle officielle de l'État seront destitués, sans aucun appel possible ». Le seul castillan était imposé à l'école et en justice. De facto, le citoyen qui ne maîtrisait pas la « langue de Madrid » basculait dans un statut de citoyen de deuxième zone. La loi imposait un bilinguisme « privé-public » qui va nourrir le combat indépendantiste.

Mais où placer la frontière, quelle serait une langue « légitime » à revendiquer une autonomie ? « Il n'y a pas de réponse à cette question. C'est la force d'une revendication qui en donne l'impact. Quand il y a littérature, journaux, emploi de la langue dans l'administration, les noms des rues, on parle de langue et plus de dialecte, mais c'est une distinction artificielle, qui n'a pas de fondement scientifique », explique Daniel Droixhe, professeur émérite ULB et chargé de cours ULiège et membre de l'Académie de langue et de littérature.

« La langue a toujours été un outil de pouvoir sur les particularismes, une clé entre nation, peuple et culture. Si vous

voulez anéantir les velléités d'indépendance d'une population, lui interdire de pratiquer sa langue au quotidien est un des moyens les plus efficaces. C'est ce qu'avait choisi Franco, ce qui peut aussi catalyser les rancœurs, parce que chansons et littératures de résistance peuvent aussi fleurir sous le manteau et être un facteur de ralliement. Mais ce serait un tort de croire que c'est un mécanisme local.

En France, par exemple, c'est le pouvoir unificateur central qui fait du français de Paris la langue du pouvoir, minimisant tous les parlers locaux », explique l'expert, qui est aussi membre du Conseil des langues régionales endogènes de la Communauté française... et musicien de blues en wallon. Qui rappelle que la Révolution française instaurera la « terreur linguistique ». Le député Barère de Vieuzac déclara devant la Convention nationale que « la monarchie avait des raisons de ressembler à la tour de Babel ; dans la démocratie, laisser les citoyens ignorants de la langue nationale, incapables de contrôler le pouvoir, c'est trahir la patrie... Chez un peuple libre, la langue doit être une et la même pour tous. Le fédéralisme et la superstition parlent bas-breton ; l'émigration et la haine de la République parlent allemand. La Contre-Révolution parle l'italien et le fanatisme parle basque. Cassons ces instruments de dommage et d'erreurs ». Une langue, un peuple, une nation, déjà. Au nom de l'accès le plus large à l'information et contre le recours imposé aux clercs. Mais sous la férule de l'abbé Grégoire, l'usage unique du français dans tous les actes officiels, les contrevenants promis à la destitution et à six mois de prison.

« Souvent, les langues sont imposées par le vainqueur, par les armes. L'espagnol et le portugais en Amérique du Sud, le russe derrière le Mur de Berlin. Des penseurs allemands estiment que leur langue est supérieure aux autres du point de vue de la civilisation. On voit à quels systèmes de pensée on se rattache alors », souligne le professeur Droixhe.

Le risque d'une Europe des nations

Qui souligne : « On comprend bien pourquoi des francophones belges redoutent cet exemple car les arguments castillans sont proches voire identiques au mouvement flamand. Mais avancer le risque d'éclatement centrifuge de l'Union européenne comme seul motif de refuser un tel référendum est un peu court. De mon point de vue, le contenu du récent discours de Macron à la Sorbonne, qui ouvre la voie à une Europe à deux vitesses, contient autant de facteurs de risque pour une Europe des nations. Certes, ainsi que l'a bien synthétisé Emmanuel Todd, il y a un risque de déconstruction de l'idée européenne, mais la reconnaissance linguistique est aussi un mécanisme de préservation de notre culture et de notre histoire. Sur ce point, il n'y a guère de consensus scientifique. Personnellement, pour quelqu'un comme le professeur Pierre Ruelle, d'origine boraine et venu d'une famille de "gens du fond de la mine", accéder au français était un facteur d'émancipation, d'accès à la connaissance, au savoir, à l'éducation. Moi, venu d'une famille d'ouvriers de la FN à Herstal, qui lui ai succédé, je plaide pour les dialectes de Wallonie, je chante en wallon, j'y vois une grande richesse à préserver. Il est impossible de trancher entre ces deux points de vue. » ■

FRÉDÉRIC SOUMOS

Le Barça gagne à huis clos au nom de la Catalogne

Un Camp Nou désespérément vide, un succès teinté de revendications : le FC Barcelone, « préoccupé » par les heurts autour du référendum d'autodétermination en Catalogne, s'est imposé à huis clos contre Las Palmas dimanche en Championnat d'Espagne (3-0), faute d'avoir obtenu le report du

match. C'est donc sans ses milliers de spectateurs, massés en vain devant les grilles, que le Camp Nou a accueilli la rencontre. Et l'enceinte, considérée comme la plus grande d'Europe (99.000 places), sonnait étonnamment creux à chaque accélération du quintuple Ballon d'or Lionel Messi... (afp)

La maire de Barcelone qualifie

Rajoy de lâche »

La maire de Barcelone Ada Colau a qualifié dimanche le chef du gouvernement espagnol Mariano Rajoy de « lâche » après l'intervention en force de la police pour empêcher un référendum sur l'indépendance de cette région, l'appelant à quitter le pouvoir, à l'instar du parti de gauche radicale Podemos dont elle est partenaire. (afp)